

Complément au cours sur la technique L'enjeu politique : la technocratie.

Pour l'instant, nous n'avons abordé le danger de la technique que du point de vue des moyens matériels, les objets techniques, mais on a vu que la technique, c'était aussi un ensemble de moyens intellectuels, de procédés, de savoir-faire.

Il y a ici **un enjeu politique : c'est le danger, justement, que la politique devienne une affaire technique, une question de savoir-faire.**

En effet, les Etats contemporains sont aux prises avec une réalité sociale de plus en plus complexe. Du coup, aussi bien les gouvernants que les citoyens ne peuvent plus avoir une compétence universelle : il y a des sujets trop compliqués pour eux, qu'ils ne maîtrisent pas. Du coup, les hommes politiques s'appuient sur une haute administration publique de plus en plus volumineuse, c'est-à-dire un corps de spécialistes, de techniciens, chargés d'apporter les bonnes réponses aux problèmes complexes que rencontre l'Etat. Aujourd'hui, il y a dans tous les ministères des spécialistes, par exemple des spécialistes de l'éducation, de la délinquance, des prisons, de la finance, des affaires sociales, etc. Ce sont souvent des économistes, ou bien des sociologues. Les gouvernants leur commandent des rapports pour qu'ils leur décrivent la situation et leur proposent des solutions.

Au premier abord, cela semble très bien de faire appel à des spécialistes, comme ça on va mener une politique efficace. Mais en fait, cette technique politique menace la démocratie.

La démocratie, cela suppose que tout le peuple doit pouvoir se prononcer sur les questions politiques, alors qu'avec le développement de la technocratie, de plus en plus de domaines lui échappe, et ce au profit de technocrates qui ne sont pas élus par le peuple et n'ont donc aucune légitimité démocratique. À ça, on peut répondre qu'en fait ce ne sont pas les technocrates qui prennent les décisions, mais les gouvernants, et ceux-ci sont bien élus par le peuple pour agir en leur nom. Les gouvernants seraient parfaitement libres d'aller dans le sens des technocrates ou pas, les spécialistes auraient simplement une fonction consultative, un rôle de conseil. Mais c'est précisément là qu'est l'illusion.

En vérité, **l'homme politique n'a pas le choix, il ne peut que suivre les conseils de ses techniciens politiques.** Si l'homme politique a recours à ses techniciens, c'est parce qu'il ne se sent pas suffisamment compétent sur une question précise, et parce qu'il considère que le technicien, lui, est compétent. La conséquence nécessaire, c'est qu'il **va faire confiance au technicien, et suivre son avis quoi qu'il arrive, car cela ne lui paraîtrait pas rationnel de choisir autre chose que ce préconise le spécialiste.** Du coup, la démocratie est menacée, car ceux qui ont le vrai pouvoir, ce sont ces techniciens non élus, et non plus le peuple, ni ceux qu'il a élu.

C'est ce qu'a montré le sociologue **Jacques Ellul** dans son grand livre sur la technique, *La Technique ou l'enjeu du siècle*. Cf., extrait.

On fait croire que le technicien prépare, et l'homme politique décide : en fait, ce n'est pas vrai : **le technicien prépare et du même coup, détermine à l'avance la seule décision possible, que l'homme politique ne pourra que prendre.** Si un économiste rend un rapport au ministre où il dit que c'est de telle façon qu'il faut s'y prendre pour faire baisser le chômage, et que s'il ne fait pas ça, le chômage va augmenter, l'homme politique ne va pas prendre de risques, et va donc suivre l'avis de son expert.

Cette question de la technocratie renvoie à des phénomènes contemporains très concrets. Par exemple, le problème de l'abstention : les gens disent qu'ils ne votent pas parce que lorsque l'on vote pour l'un ou pour l'autre, c'est presque la même politique qui est menée. C'est vrai : les ministres changent au fil des élections, mais les technocrates, eux, restent au

ministère quoi qu'il arrive, et ne changent pas de politique. Ils préconisent toujours les mêmes solutions, et c'est ce pourquoi on aboutit à une politique semblable.

On peut penser aussi à un phénomène comme celui du “Non” français au référendum de 2005. Après l'échec de la constitution, certains ont dit que l'on n'aurait pas dû faire voter le peuple, car la constitution est quelque chose de trop compliqué, qui devrait être laissée aux spécialistes. C'est typiquement un discours technocratique. Et de fait, on a fini par faire voter la constitution par l'assemblée en passant outre l'avis du peuple, car on a estimé que le peuple n'avait pas bien voté, qu'il s'était trompé. Mais en démocratie, on ne peut pas mal voter, le peuple ne peut pas se tromper, lui seul sait ce qu'il veut, dirait Rousseau. Là aussi, la technocratie menace la démocratie. C'est en général le grand problème de l'UE, qui est loin des peuples, à Bruxelles, où des technocrates non-élus par le peuple font tous les règlements qui s'appliquent ensuite en Europe. **La technique fait donc peser une menace politique : la menace d'une dictature des techniciens.**